



## RÉSULTATS DE LA GRÈVE DU 22 MAI 2018

	A+	A	B	C	Total
DRFiP44	5,05%	24,29%	43,73%	39,08%	<b>36,04%</b>
DGFIP	<b>25,53%</b>				



### UN AN DE BILAN SOCIAL : EN MARCHÉ ARRIÈRE TOUTE



Dire que les contre-réformes de ces derniers mois relèvent toutes d'une même logique – le recul de tous au bénéfice de quelques-uns – n'est pas un procès d'intention mais un constat. Celui d'une politique pensée pour une minorité, les « premiers de cordées », et qui laisse de côté la grande majorité que sont les « derniers de corvée ». Réforme de l'ISF, suppression annoncée de l'exit tax, gel des pensions de retraite et du point d'indice, hausse de la CSG, baisse des APL, pour ne citer qu'elles. En un an, les différentes politiques du gouvernement ont distribué plus de 11 milliards d'euros aux 10% les plus riches, là où les 90% restants ont perdu 24 milliards en pouvoir d'achat comme en aides publiques et sociales. C'est le choix d'une société profondément inégalitaire qui est fait.

Un choix qui est aussi celui de l'individualisation : une vision quasi-philosophique du « chacun pour soi », avec comme corollaire de moindres garanties et droits collectifs. A l'heure où l'auto-entrepreneuriat sous toutes ses formes devient le sésame de l'accès à l'emploi pour des travailleurs enjoins de trouver des clients faute de trouver un travail, la précarisation ne cesse de s'accroître pour ces actifs livrés à eux-mêmes. Et c'est au détriment des valeurs d'égalité et de solidarité que cette logique conduit à une bipolarisation entre ceux qui réussissent – qui en ont les moyens, la capacité ou la chance – et tous les autres.

Là où l'intérêt général impose une meilleure redistribution, l'art de la communication ne suffit pas. Là où la puissance publique se doit d'assurer l'égalité des droits, promouvoir l'égalité des chances et la réussite au mérite relève de l'écran de fumée. Parce que nous ne voyons que trop clair dans ce soi-disant nouveau monde qui se dessine, la défense du collectif est la meilleure réponse à l'individualisation grandissante, qui menace notre cohésion

sociale et républicaine.

La démocratie sociale exige de donner toute leur place aux interlocuteurs sociaux et de ne pas substituer à la négociation un semblant de concertation. Aussi, **FO** est déterminé à faire entendre, à tous les niveaux, la voix des travailleurs qu'elle représente. Parce qu'il est de notre rôle comme de notre responsabilité d'agir et de se mobiliser pour défendre les valeurs qui sont le fondement et la fierté de notre modèle social.

### QUAND ÇA BLOQUE, LA DGFIP DEBLOQUE !



Alors que les actions se multipliaient un peu partout dans les services pour faire de la campagne IR un temps fort de revendication et d'expression du mécontentement des agents en matière d'emplois, d'exercice des missions et de conditions de travail, la DGFIP a choisi de durcir le ton et de faire dans l'intimidation sans doute dans l'espoir d'éviter la

contagion !

Ainsi plusieurs collègues ayant participé, à l'appel des syndicats, à des piquets devant les centres des finances publiques ont été recensés et ont eu la surprise de recevoir une lettre de menace personnalisée laissant entendre qu'au-delà de la fameuse retenue du trentième indivisible pourrait s'engager au cas par cas des procédures disciplinaires. A Paris, 120 agents des sites Michel Lecomte et de la rue d'Uzès à Paris se sont du coup invités à la Direction locale le 3 mai pour exiger le retrait de ces lettres qui, paraît-il, n'ont pour but que de les informer!

Dans le Nord, les collègues grévistes occupant le centre d'encaissement, y compris la nuit, ont eu la désagréable surprise de voir débarquer le Directeur régional accompagné d'un huissier à l'heure de l'apéro 4 jours de suite pour leur remettre en main propre le même courrier.

Ailleurs ce sont des approches plus subtiles et moins visibles d'intimidation qui ont été privilégiées.

Répondre par la menace aux personnels qui crient leur ras-le-bol, dénoncent les conditions d'exercice des missions et la dégradation continue de leurs conditions de travail, il fallait oser ! C'est fait ! Il y a décidément quelque chose de pourri au royaume de la DGFIP.

C'est en tout cas le signe indubitable que cette campagne dérange en rendant visible, en particulier dans la presse régionale, la dégradation du service public et le malaise des agents de la DGFIP.

**FO** a apporté tout son soutien à ceux qui ont participé à la mobilisation sur l'ensemble du territoire et a demandé solennellement à la DGFIP de renoncer à ces méthodes d'un autre âge. La DGFIP doit répondre aux revendications des personnels, pas faire la chasse aux grévistes.